

Un nouvel entretien croisé avec Alexandre del Valle, publié sur Atlantico ce 8 février 2024.

Vu de loin, le conflit israélo-palestinien est souvent perçu comme celui du fort contre le faible. Dans l'environnement géopolitique qui est le leur, les Israéliens, eux, ont une perception totalement différente. Et n'avaient pas eu aussi peur pour la survie même de leur État que depuis 1967.

Avec Alexandre del Valle et François Chauvancy

Atlantico. Gaza, le Hezbollah, les Houthis... Les ennemis de l'Etat Hébreu sont nombreux. Dans quelle mesure faut-il voir dans ces conflits annexes ou proxy une tentative, pilotée par l'Iran notamment, d'épuiser Israël avant un affrontement final ?

Alexandre del Valle : Rappelons, tout d'abord, que l'Iran essaie de négocier la sortie totale ou partielle des sanctions. C'est pour cela qu'il se sert de son pouvoir de nuisance, ce qui constitue l'une de ses tactiques classiques. Entre 1986 et 1989, la France devait de l'argent au précédent Chah d'Iran, qu'elle n'entendait alors pas donner au nouveau régime. Pour récupérer le montant dû, l'Iran a décidé de négocier à la dure : il a fait pleuvoir des attentats à Paris. Depuis l'arrivée de Joe Biden au pouvoir, le régime négocie un allègement des sanctions économiques et force est de constater que des avoirs ont été dégelés en septembre dernier.

On parle tout de même de 6 milliards, qui étaient conservés en Thaïlande. Un pas a été fait. L'Iran essaie aussi de montrer son pouvoir de nuisance (c'est-à-dire sa capacité à bloquer la Mer Rouge, à déstabiliser Israël, le Yémen ou l'Irak, etc) pour obtenir la bombe nucléaire. C'est une façon de rappeler qu'il n'est simplement pas possible de l'ignorer, quitte à se calmer après avoir acquis ce qu'il souhaite obtenir.

Ce contexte posé, il faut aussi souligner que c'est l'Iran qui a nommé Yahya Sinwar, le chef du Hamas à Gaza. Il arme aussi les Houthis du Yémen, de même que les milices pro-iraniennes qui arpentent l'Irak depuis l'assassinat de Qassem Soleimani. Il est évident qu'il y a un jeu de l'Iran. Mais il ne faut pas penser que l'Iran est seul à jouer : chaque régime répond à son propre agenda, chaque organisation joue sa propre main. Certaines ont particulièrement intérêt à capitaliser sur ce qu'il se passe à Gaza, puisque c'est l'opportunité pour elles de faire montre à quel point elles sont farouchement opposées à Israël. C'est le cas des Houthis, chiites, qui occupent des territoires sunnites. C'est une façon pour eux de faire accepter leur légitimité auprès des populations sunnites locales. C'est vrai aussi du Hezbollah, qui assure sa légitimité en expliquant qu'il n'a rien d'une force d'occupation iranienne : il préfère se définir comme une force de résistance contre le sionisme. L'agenda iranien existe, c'est indéniable. Mais il vient s'ajouter à une série d'agendas propres qu'il ne faut pas sous-estimer.

François Chauvancy : La situation actuelle est complexe. Il y a d'une part, les accusations permanentes contre l'Iran, que l'on soupçonne régulièrement d'être derrière toutes les crises au Moyen-Orient. Il y a d'autre part les menaces proférées par l'Iran à l'encontre d'Israël. La question qui compte, est donc celle de la vérité. Où se trouve-t-elle ? C'est-là qu'est toute la difficulté. Il est indéniable qu'il s'est créé un arc chiite de l'Iran au Liban. Il est exact aussi que l'Iran chiite soutient le Hamas sunnite, ce qui relève du paradoxe à certains égards. De même,

il ne faut pas non plus perdre de vue que la volonté de l'Iran d'acquiescer l'arme nucléaire est un puissant facteur de déstabilisation dans la région, d'autant qu'il s'agit – rappelons-le – d'une République islamique qui n'hésite pas à afficher sa vocation révolutionnaire.

Ce premier point évoqué, il faut aussi rappeler que l'action iranienne s'inscrit dans un certain cadre. Il s'agit d'une nation qui se pense comme une grande puissance régionale. Elle estime qu'elle devrait être reconnue pour sa civilisation, laquelle remonte au moins à la Perse et elle peut se targuer de plus de 2 500 ans d'âge. De quoi ne pas être méprisé, y compris par l'Occident. Or, depuis 1979, l'Iran est enfermé dans un affrontement permanent avec les Etats-Unis d'Amérique, la première puissance occidentale. Les sanctions économiques décidées et appliquées par les Etats-Unis ont poussé l'Iran à trouver des voies de sorties. Elle a opté pour la déstabilisation dans l'espoir de gagner finalement la reconnaissance qu'il estime ne jamais avoir .

Finalement, nous ne pouvons pas exclure la volonté de l'Iran d'épuiser Israël. Ce serait une stratégie complexe. Il est tout à fait envisageable que cette stratégie indirecte soit à l'œuvre, d'autant que la guerre dans la bande de Gaza force l'Etat hébreu à mobiliser des centaines de milliers de réservistes. Cela n'est pas sans un réel coût pour la société (et il va de soi que les réservistes en question ne travaillent plus pour faire tourner l'économie). L'hypothèse d'un épuisement économique qui finirait nécessairement par susciter un profond mécontentement politique en Israël, est plausible. Enfin, il apparaît envisageable que l'Iran capitalise sur la fragilisation de la position de Benjamin Netanyahu dans l'opinion publique israélienne.

Soyons clairs : il ne s'agit pas d'éprouver l'Etat hébreu à l'aide d'actions directes. On ne parle pas, ici, d'affrontement d'armée à armée ou d'Etat à Etat. En revanche, il s'agit de susciter suffisamment de facteurs aussi bien de déstabilisation que de récriminations pour que l'Etat ciblé – Israël, dans le cas présent – se retrouve affaibli et soit obligé au minimum de composer en l'occurrence avec l'Iran. L'objectif, à l'évidence, est multiple.

D'abord, il s'agit de soutenir au moins dans la forme la création d'un Etat palestinien face à Israël, ensuite de provoquer son affaiblissement de l'intérieur. Enfin, et cela a été dit à plusieurs reprises, la disparition de l'Etat d'Israël figure également parmi les ambitions de l'Iran qui cherche à retrouver une souveraineté musulmane (chiite ou sunnite) sur certains des lieux saints de l'Islam, notamment à Jérusalem.

Atlantico. La survie de l'Etat hébreu est-elle en jeu, selon vous ?

Alexandre del Valle : C'est une crainte légitime, oui. Si le front persiste à Gaza tandis que, parallèlement, un autre front s'ouvre au nord d'Israël du côté face au Hezbollah, la situation serait inquiétante. D'autant plus si un troisième front voit également le jour en Cisjordanie alors que le front Irako-Yéménite s'accroît. Dans ce cas de figure, Israël ne serait peut-être pas condamnée, mais elle a raison de se préparer à quelque chose de bien pire que ce qui se joue actuellement.

400 000 soldats israéliens sont actuellement postés dans le Nord d'Israël, près de la frontière avec le Liban. Ils s'attendent à la création potentielle d'un deuxième gros front, pire encore que celui ouvert au Sud du pays face au Hamas. Et pour cause ! Le Hezbollah dispose de bien

plus de roquettes (son stock est estimé à plus de 200 000 têtes) et ne procède pas de la même façon que le Hamas. Un conflit contre cette organisation ne consisterait pas à se défendre contre des assauts terroristes dans des kibboutz : il s'agirait d'une guerre ouverte. Le Hezbollah constitue, ni plus ni moins qu'une véritable armée, dont on peut juger qu'elle est plus dangereuse que celle du Liban. Ce genre de conflit serait très problématique pour l'Etat Hébreu, qui a décidé de remobiliser certaines des forces déployées dans le Sud pour les envoyer au Nord.

En parallèle, la situation en Cisjordanie pourrait se détériorer. On le voit bien à Jenin : le nombre de ressortissants pro-Hamas, susceptibles d'être radicalisés, progresse.

Ces trois fronts, qui pourraient s'ajouter à une guerre directe (quoique actuellement improbable) avec l'Iran ou la Syrie pourraient constituer un réel danger pour Israël. Ce n'est évidemment pas le scénario le plus probable, mais l'inquiétude apparaît compréhensible.

François Chauvancy : Il est évident que l'environnement du Moyen-Orient n'est pas très favorable à Israël, malgré les accords d'Abraham ou d'autres traités plus anciens signés avec l'Égypte ou la Jordanie. La logique de la citadelle de Massada, dès lors, me semble assez compréhensible. C'est-là, rappelons-le, que l'armée israélienne fait prêter serment à ses conscrits. Il s'agit de se montrer en capacité de résister à un envahisseur, de montrer le degré de sacrifices que l'on est prêt à consentir pour sauver la nation juive.

Quiconque se met, ne serait-ce qu'un peu, à la place des Israéliens (dont tous ne sont pas juifs, on dénombre environ 20% d'Arabes) peut comprendre cette crainte. La nation est ceinturée, au nord par le Hezbollah (et à travers lui le Liban) ainsi que par la Syrie qui a été amputée du plateau du Golan, annexé par Israël en 1981 afin de préserver une certaine zone de sécurité mais aussi ses ressources aquifères. Une partie des affluents du Jourdain trouvent leur source sur le plateau et 35 % de l'alimentation d'Israël en eau provient de cette région. À l'Ouest, il y a la Jordanie et l'Égypte. Cependant, cela ne signifie pas pour autant qu'Israël est à l'abri de frappes de missiles y compris d'Iran. Les Houthis ont montré récemment qu'ils étaient en mesure de frapper la région d'Eilat.

Pour l'heure, les frappes demeurent épisodiques et émanent de mouvements terroristes. En l'état actuel du contexte régional, aucune puissance étrangère, aucun Etat, ne s'en prend directement à Israël. Pourtant, l'Iran en est capable et rien ne permet d'affirmer que cela n'arrivera pas un jour. Il est légitime de se sentir menacé et compréhensible de penser que certains s'interrogent de la survie même de la nation juive. La question de sa capacité à assurer sa sécurité à longue distance est posée. L'Iran constitue, indéniablement, la menace la plus vraisemblable et la plus déterminée.

L'existentialité d'Israël, de fait, est remise en cause. Le niveau de la menace peut évidemment se discuter, mais dès lors que l'Iran multiplie les déclarations appelant à la disparition de l'Etat hébreu, il apparaît encore une fois compréhensible que les citoyens d'Israël se sentent concernés, sinon inquiétés, par de tels propos.

Atlantico. Peut-on dire des dirigeants israéliens qu'ils prennent l'ensemble de la mesure du problème ?

Alexandre del Valle : Je le crois, oui. Rappelons, pour commencer, qu'il est très peu probable que les fronts évoluent vers une guerre directe, d'Etat à Etat, puisqu'Israël dispose de l'arme atomique et n'hésiterait pas à l'employer. C'est pourquoi les Etats arabes ne déclareront pas, à mon sens, la guerre à la nation juive. Ce sont des organisations non-étatiques qui ont décidé de s'en prendre à l'Etat hébreu, qui est d'ailleurs préparé à ce type de fronts. Son armée pourrait d'ailleurs résister à l'assaut d'une puissance étatique. Il est plus probable, aujourd'hui, qu'Israël s'attaque à l'Iran que l'inverse. Mais si cela était si facile à faire, ce serait déjà fait. La situation, d'un côté comme de l'autre, reste difficile à appréhender.

François Chauvancy : Il y a, me semble-t-il, un « avant » et un « après 7 octobre ». C'est une date qui a permis de cristalliser les craintes ainsi que l'effort de guerre contre une menace à la fois bien identifiée et à proximité. Pour autant, avant le 7 octobre, la perception du danger n'était pas la même. Il a longtemps été reproché au Premier ministre israélien d'instrumentaliser la menace et peut-être le fait-il encore à Gaza au moins. Toujours est-il que le danger a été instrumentalisé pour des raisons de politique intérieure, ce qui s'observe d'ailleurs dans beaucoup d'Etats où un pouvoir politique est en difficulté. On exagère la menace extérieure pour résoudre des problèmes intérieurs. C'est la logique dans laquelle s'inscrivait de fait Israël avant le 7 octobre 2023.

Cette instrumentalisation de la menace s'est faite au profit de la droite, sinon de l'extrême droite israélienne, qui est tout à fait acquise à la cause du Grand Israël. La gauche, qui adhère plutôt au sionisme mais qui ne cherche pas forcément la guerre tant que le pays n'est pas menacé, s'est effacée pendant cette période. Dorénavant, tous se sentent concernés par le danger. Même sans partager la vision du Premier ministre, il est ici question d'assurer l'unité de la nation et sa survie.

Atlantico. Quelles sont les solutions qui s'offrent à Israël pour ne pas perdre une multitude de guerres d'attrition, au juste ?

Alexandre del Valle : Les fronts proxy Irak et Yémen ne sont pas particulièrement dangereux : il s'agit avant tout de gesticulations. Ils travaillent à leur agenda propre. En Irak, l'argument du combat contre le "Satan israélien" est très fédérateur. C'est vrai aussi au Yémen.

Les fronts les plus problématiques – quoique pas nécessairement mortels existentiellement – sont identifiés : il s'agit du Hamas, le djihadisme islamique (qui regroupe des forces sunnites) et le Hezbollah chiite. Sans oublier, bien sûr, la montée des groupes djihadistes ou prodjihadistes en Cisjordanie.

L'Etat Israël est préparé contre ces fronts. La vraie question, me semble-t-il, c'est la capacité du pays à supporter économiquement un état de guerre sur plusieurs fronts tout en faisant face à des remontrances internationales. Il serait difficile, dans ce cas de figure, de ne pas reproduire la situation à Gaza et de ne pas succomber à la pression internationale.

François Chauvancy : Israël, j'en ai bien peur, apparaît destinée à la guerre permanente. Dès lors, il est évident que la notion d'attrition va jouer un rôle conséquent.

Ne perdons pas de vue qu'il en existe plusieurs formes. L'Etat hébreu est-il en mesure de se

rendre autonome, sur les plans économique et militaire ? Pour l'heure, il dépend beaucoup de la puissance et de l'aide militaire des Etats-Unis. Sans ce soutien, Israël aurait beaucoup plus de difficulté à exister, c'est certain, mais aussi à se montrer aussi agressif qu'il l'est aujourd'hui. Un recul du soutien des Etats-Unis pourrait indéniablement engendrer une attrition réelle et sans doute contraindre Israël à négocier notamment sur un Etat palestinien.

Il faut aussi tenir compte du risque d'attrition démographique pour le peuple juif. Elle n'aura d'impact que sur le long terme, mais force est de constater que la population (à l'exception des plus religieux) fait moins d'enfants qu'auparavant. En outre, les populations israéliennes arabes ne sont pas concernées par le service militaire et que ce sont les Israéliens qui paient le prix du sang. Quand la guerre tue les soldats, c'est un affaiblissement clair d'une partie de la démographie et de l'avenir d'Israël.

C'est aussi le fondement potentiel d'une attrition morale du pays, puisque la population arabe (qu'elle soit de confession chrétienne ou musulmane) est quasi systématiquement écartée du pouvoir et n'est pas prise en considération. Or, un Etat doit être capable de se défendre avec tous les membres de sa société.

Enfin, un affaiblissement de l'économie israélienne ne peut être écarté. Combattre le terrorisme conduit à une attrition des ressources disponibles. L'Etat d'Israël y consacre des moyens importants puisque financer une guerre, y compris contre un mouvement terroriste, coûte beaucoup d'argent, entre 125 et 250 millions d'euros par jour, entre 15 et 30 milliards d'euros depuis le début de l'offensive israélienne.